



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 7 FEVRIER 1993

N° 213

PRIX

4 FF



## ZAIRE - TOGO



LES VALETS DE  
L'IMPERIALISME  
A L'OEUVRE

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

Page 2  
ÉDITORIAL

Page 4  
Mali : Le régime de Konaré, pas pressé de condamner Moussa et sa bande.

Page 5  
Sénégal : Une campagne électorale où personne ne défend le camp des travailleurs.

Page 8  
Mauritanie : La dictature d'Ould Taya...

Page 9  
Côte d'Ivoire : La détermination des grévistes a payé.

Page 10  
Tchad : La conférence nationale...

Page 11  
Madagascar : Des élections ...

## ABONNEMENT

FRANCE: 1 an  
- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

## ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

## ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

## ZAIRE - TOGO

**LES VALETS DE L'IMPERIALISME  
A L'OEUVRE**

Une fois de plus, au Togo et au Zaïre, les dictateurs, Eyadéma et Mobutu, ont frappé et tué ! Au moins 54 morts, dit-on, à Lomé, capitale du Togo. De la tuerie de Kinshasa, la capitale du Zaïre, la presse occidentale a surtout mis l'accent sur l'assassinat de l'ambassadeur de France, une des victimes. Mais les événements étaient de loin plus tragiques. La soldatesque de Mobutu n'avait pas fait dans la dentelle : il y a eu entre 500 et 1 000 morts.

A Lomé, les militaires ont tout simplement tiré sur une manifestation pacifique. Ils ne sont pas à leur premier forfait. Depuis des mois, les bandes armées d'Eyadéma sèment la terreur dans le pays, traquant, assassinant à leur guise. Isolé, honni, vomé par la population qui ne manque aucune occasion pour exiger son départ, c'est par la terreur et les crimes que le dictateur tente de s'accrocher au pouvoir face au mécontentement de plus en plus profond qui couve dans le pays. Depuis les derniers événements sanglants, plus de 100 000 personnes, semble-t-il, ont fui Lomé pour se réfugier dans les provinces ou dans les pays voisins.

A Kinshasa, ce sont les éléments de l'armée régulière qui se sont mutinés. Des soldats mécontents : ils n'ont pas touché leurs payes depuis plusieurs mois. En effet, depuis deux ans, le pays sombre dans une profonde crise politique caractérisée par un bras de fer entre le dictateur Mobutu qui se maintient au pouvoir grâce à sa garde prétorienne et une opposition qui essaye vainement de l'en déloger à coups de lois et de constitutions. La situation économique est désastreuse, difficile, notamment pour les populations pauvres. L'inflation est telle que la moindre denrée alimentaire coûte plus d'un million de zaïres, la monnaie locale : un demi-kilo de sucre est à 5 000 000 de zaïres.

C'est dans ce contexte que le dictateur Mobutu a décidé de faire payer les fonctionnaires et les soldats avec une coupure de 5 000 000 de zaires refusée initialement par le gouvernement du premier ministre Tshisékédi. Quoique la paye ayant été faite, ce dernier a répliqué en réaffirmant que la coupure en question n'avait aucune



valeur. Et cela a suffi pour provoquer la colère d'une partie de l'armée, fatiguée de ne pas être payée et qui déjà, par le passé, est sortie des casernes pour manifester sa colère et se servir là où c'était possible, voire sur le dos de l'habitant. Ainsi, des soldats, parmi les troupes les plus démunies, se sont mutinés. Ils sont descendus dans le centre-ville et les quartiers huppés de Kinshasa. Ils se sont attaqués aux boutiques. Ils ont pillé les maisons de certains considérés comme riches, tels les coopérants.

Le prétexte était tout trouvé pour que le dictateur Mobutu lâche ses propres troupes, la Division spéciale présidentielle, bien équipée et chèrement payée, celle-là, pour mâter la mutinerie. Mais, au-delà des mutins, c'est aux quartiers populaires que s'en sont pris les soldats de Mobutu, y sémant la mort et la terreur. L'objectif visé par le dictateur était surtout de s'imposer par la force des armes à la population et ses opposants qui, peu de temps auparavant, avaient engagé une procédure

juridique devant conduire à sa destitution.

Depuis plus de vingt ans, Eyadéma et Mobutu dirigent le Togo et le Zaïre sous la férule d'une dictature certainement parmi quelques unes des plus féroces d'Afrique. Avec ces derniers événements, s'il en était encore besoin, ils viennent de démontrer qu'ils sont des criminels qui ne reculent devant rien pour se maintenir au pouvoir. Des criminels qui, depuis longtemps, ont signé avec la postérité un bail à vie qui les classe parmi les plus grandes ordures des temps modernes.

Mais eux-mêmes ne sont que des nègres de service. Ils ne sont que de petits agents, comme ceux justement de leurs bandes armées qu'ils chargent de basses besognes en les lâchant sur les populations désarmées. Ils n'ont pu se maintenir au pouvoir jusqu'aujourd'hui que grâce aux soutiens multiples que leur accordaient les puissances impérialistes. Au-dessus d'eux, il y a leurs maîtres, de Paris, de Washington, de Londres, de Bruxelles et d'ailleurs. Ce sont ces derniers qui ont fait de Mobutu et Eyadéma ce qu'ils sont. Ce sont eux qui les ont produits. Pas plus tard qu'hier encore, ils étaient leurs amis, les soutenaient contre la volonté de leurs peuples, les armaient, finançaient leurs dictatures.

Les larmes de crocodile que versent les dirigeants des pays impérialistes face aux tueries perpétrées par Mobutu et Eyadéma ne seront jamais suffisantes pour effacer leurs propres responsabilités dans les crimes de leurs valets. Et qu'on ne s'y trompe pas ! Si aujourd'hui les dirigeants de l'impérialisme font pression sur Mobutu et Eyadéma pour qu'ils cèdent la place à leurs opposants ou s'entendent et trouvent un compromis avec eux, ce n'est pas parce qu'ils seraient préoccupés par les injustices, les inégalités et les assassinats dont sont victimes les

*masses pauvres zaïroises ou togolaises. Leur objectif est tout simplement de remplacer les dictatures usées par de nouvelles, grâce aux politiciens de*

*l'opposition qui sont aussi pourris que les criminels au pouvoir qu'ils rêvent de remplacer pour continuer la même politique actuelle au profit des riches*

## **MALI**

### **LE REGIME DE KONARE, PAS PRESSE DE CONDAMNER MOUSSA TRAORE ET SA BANDE**

Il y a quelques jours, le procureur général de Bamako a demandé la condamnation à mort de l'ancien dictateur Moussa Traoré et certains de sa bande pour leur responsabilité dans les assassinats commis pendant les événements de 1991. Depuis cette déclaration du procureur général, les avocats de la défense se déchaînent. Ils sont une cinquantaine, parmi eux Jacques Vergès. Ils tablent leur défense sur un "complot de l'impérialisme français" contre le régime de Moussa Traoré. Quel cynisme de la part de ces soi-disant défenseurs de la liberté contre le mouvement de masse dirigé par des jeunes étudiants, des élèves, des sans-travail, des bana-bana ! Car, si Traoré a été renversé, ce n'est pas par un complot quelconque de l'impérialisme français, mais par ce mouvement populaire qui a réussi à catalyser tout un mécontentement général, plus particulièrement celui de la jeunesse, contre la dictature des galonnés de Bamako.

Les élèves et les étudiants avaient demandé l'augmentation des bourses et la construction d'internats (pour les élèves). Les bana-bana (petits commerçants ambulants) luttèrent contre les mesures qui leur interdisaient de circuler librement dans les rues de Bamako, notamment au centre-ville. Les enseignants, les fonctionnaires en général, eux aussi étaient mécontents non seulement de leurs

maigres salaires mais aussi du retard perpétuel (quelques fois plusieurs mois avant de les toucher). S'ajoutait à cela la revendication du multipartisme exigée par l'opposition.

Face à ces revendications, Moussa Traoré et ses acolytes n'avaient qu'une seule réponse : la répression. Les dirigeants de l'impérialisme français avaient peur que ce mécontentement contre le régime de Traoré ne se transforme en révolte contre les intérêts de l'impérialisme français. En réalité, eux prévoyaient le mouvement. Il craignaient qu'il devienne plus radical et n'aille au-delà de la simple remise en cause du régime. Pour éviter cela, les dirigeants de l'impérialisme français ont fait des recommandations aux galonnés de Bamako afin d'accepter le multipartisme, comme ils l'avaient fait auprès de Bongo et de Houphouët Boigny. Est-ce cela que Moussa Traoré qualifie de complot?

En tous cas, un certain nombre d'intérêts des bourgeois locaux ont été mis en péril. Des magasins des grands commerçants de Bamako ont été saccagés et pillés. Les villas d'un certain nombre de dignitaires ont été incendiées. Les commissariats et le palais de justice mis à sac non seulement à Bamako mais aussi dans les grandes villes comme Kayes, Tombouctou, Gao et Ségou.

Les galonnés ont voulu

massacrer la population et stopper le mouvement. Mauvais calcul pour eux, la peur ayant gagné au sein même de l'armée. Une partie de celle-ci, dirigée par Amadou Toumani Touré, a préféré renverser le régime plutôt que de s'engager dans un affrontement général. Alors avait-elle le soutien de l'impérialisme français ? Nous ne sommes pas dans les coulisses du pouvoir pour y répondre. Mais on peut poser la même question à Moussa Traoré si, lorsqu'en 1968 il a renversé le

régime de Modibo Keita, il avait le soutien de l'impérialisme français. Sûrement oui.

Aujourd'hui Moussa Traoré et ses acolytes crient au complot et cherchent seulement à sauver leur tête. Mais cette parodie de procès semble s'éterniser. Apparemment le nouveau régime ne cherche pas à leur faire connaître le même sort qu'ils ont fait aux centaines de jeunes il y a deux ans. Et pourtant ils méritent bien cela.

## SENEGAL

### UNE CAMPAGNE ELECTORALE OU PERSONNNE DEFEND LE CAMP DES TRAVAILLEURS

La campagne pour l'élection présidentielle qui aura lieu le 21 février mobilise toute la classe politique sénégalaise. Neuf des dix-huit partis officiellement reconnus ont présenté leur candidat. Les autres se sont ralliés à un des candidats en lice. Aucun des huit candidats de "l'opposition" ne se réclame des travailleurs, ni de la lutte de classes, même si tous critiquent la politique de Diouf.



Abdoulaye Wade, le dirigeant du PDS, se proclame le "challenger" de Diouf après avoir été durant un an

et demi son ministre, avec trois de ses compagnons de route. Il a repris le slogan du "Sopi" (changement) après l'avoir mis en veilleuse durant son passage à la mangeoire gouvernementale et après avoir cautionné tous les licenciements dans la fonction publique et les secteurs industriels d'Etat. Maintenant qu'il est de nouveau dans l'opposition depuis quelques mois, il ne se prive pas pour critiquer "l'Etat-PS". Contre ceux qui lui reprochent d'avoir été au gouvernement de Diouf, il se défend en prétendant que, pour le PDS, ce fut une bonne expérience, car, il a prouvé qu'il est un parti capable de gouverner. Il a prouvé en effet aux dirigeants de l'impérialisme, aux banquiers, aux trusts ainsi qu'à la bourgeoisie locale et à tous les privilégiés du Sénégal qu'ils peuvent lui faire confiance pour défendre les intérêts des riches contre les pauvres.

Au cours de sa campagne, Wade a promis qu'il allait favoriser "la promotion d'une classe d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises sénégalais". Aux banquiers du FMI,

il a promis la "réduction de la masse salariale du secteur public et du volume des dépenses publiques". En clair, cela veut dire qu'il est prêt à continuer la politique que Diouf mène depuis des années contre les travailleurs et les petites gens. Autant dire que les travailleurs et tous ceux qui souffrent de l'exploitation et de la dégradation de leurs conditions d'existence n'ont aucune illusion à se faire sur Wade.

Landing Savané, le candidat d'And-Jef/PADS, un ancien maoïste reconverti, se veut le "candidat de l'espoir", après avoir été "le candidat témoin" en 1988. Il a rassemblé autour de sa candidature un certain nombre de personnalités (comme Mamadou Dia, ancien président du Conseil du Gouvernement éjecté puis mis en prison par Senghor en 1963) et d'organisations, dont l'OST, une organisation affiliée à la 4ème Internationale, qui vient de fusionner avec le parti de Savané à l'occasion de ces élections. Et à ce titre, il est soutenu officiellement par la LCR (Ligue Communiste révolutionnaire, une organisation trotskiste française)

Savané a mis de côté son ancienne phraséologie révolutionnaire. Aujourd'hui, il se veut le candidat qui "écoute" tout le monde. Pour faire oublier son passé et ses idées faisant référence, ne serait-ce que de manière floue, au marxisme et à la lutte de classes, il proclame sa foi musulmane. Et pour compléter sa reconversion, il n'a pas hésité, lors de cette campagne électorale,

à rendre une visite officielle à l'Union Nationale des Commerçants et des Industriels du Sénégal, c'est-à-dire à des représentants de la bourgeoisie locale.

L. Savané, pour faire "crédible", a présenté un "programme alternatif" où il n'est surtout pas question de combattre le capitalisme, mais au contraire de "limiter l'interventionnisme excessif de l'Etat dans l'appareil économique" et où "les investissements ne seront pas exclusivement étrangers". Et pour cela, il préconise la création d'une "banque nationale cogérée par



l'Etat, le patronat et les travailleurs" etc... En clair, lui, comme Wade, s'efforce pour convaincre les exploités. Il veut, lui aussi, montrer qu'il a de la "compétence" et veut soigner sa "crédibilité" auprès des riches locaux comme auprès des affameurs des peuples.

#### DANSOKO SOUTIENT DIOUF POUR CONSERVER SON STRAPONTIN MINISTERIEL

Amath Dansoko, le dirigeant du PIT (Parti de l'Indépendance et du Travail) a pris goût aux délices du pouvoir depuis que Diouf lui a offert un strapontin ministériel. Il y a pris tellement goût que dès le départ de la campagne électorale, il a annoncé que son parti soutiendrait

Diouf. La raison avouée est, paraît-il, d'éviter la violence qu'a connue le pays au lendemain de la proclamation des résultats des précédentes élections présidentielles de 1988. Rappelons tout de même qu'en 1988, Dansoko avait soutenu Wade et s'était

retrouvé en prison en compagnie de ce dernier parce qu'ils ont dénoncé les fraudes électorales du même Diouf qu'il soutient aujourd'hui.

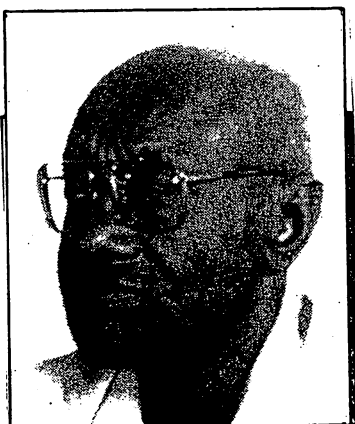
La raison véritable, celle-là inavouable, est bassement intéressée. C'est l'espoir de retrouver son strapontin si Diouf est réélu, comme il est fort probable, et avec les mêmes magouilles et tripatouillages des

urnes que Dansoko dénonçait lorsqu'il était dans l'opposition.



#### MAJMOUH DIOP ROULE POUR DIOUF

Majmouh Diop, le dirigeant du plus vieux parti d'opposition sénégalais, le PAI (Parti Africain de l'Indépendance, qui ne cachait pas ses sympathies pour la bureaucratie stalinienne), vient d'apporter son soutien à Diouf. Il dit qu'il ne souhaite être "ni ministre, ni député". Les raisons de son "appui" (et non de son "soutien" comme il aime le préciser) est qu'il y a "des convergences entre le PS et le PAI". "Nous avons chacun mis de l'eau dans son vin et nous nous sommes retrouvés"... "eux, ils ont rougi leur vin, nous, avons rosi notre vin" dit-il en parlant du PS.



Majmouh Diop a oublié le long séjour qu'il avait passé en prison et les années d'exil que lui avait fait subir Senghor (avec Diouf qui était déjà au gouvernement) à cause de ses idées politiques.

Aujourd'hui, c'est l'ancienne

victime de Senghor et de Diouf qui tire à ce dernier son chapeau. Il dit qu'il est trop vieux pour avoir des ambitions politiques personnelles mais que le PAI possède toute une pépinière de "cadres compétents" que le parti a "planqués". Voilà un appel du pied à Diouf pour quémander quelques strapontins en faveur de ses amis à défaut de lui-même. Alors M. Diop n'a peut-être plus d'ambition pour lui, mais il en a pour ses petits "planqués" !

Même si depuis quelques années le PAI de M. Diop a subi beaucoup de cassures et de scissions en son sein, il a eu, dans le passé (et il a encore dans une petite mesure) une certaine influence auprès des anciennes générations de travailleurs politisés. Mais cette influence a été utilisée non pas pour aider les travailleurs à se construire leur propre organisation de classe, mais au contraire pour monnayer quelques places et quelques privilèges personnels auprès du pouvoir. Ainsi, de retournement de veste en retournement de veste, il a finalement rejoint le PS de Diouf, sous sa variante PIT de Dansoko comme celle restée "originelle" du PAI de Majmouh.

S'il existait au Sénégal un parti révolutionnaire prolétarien digne de ce nom, il pourrait profiter de ces élections pour s'adresser à tous les travailleurs, les petits paysans et les petites gens des villes pour leur tenir un

autre langage. Tout d'abord pour leur dire que les élections ne changeront pas leur sort, mais aussi pour dénoncer tous ces candidats qui veulent les gruger. Un tel parti n'aurait aucune raison de mettre de côté son programme de lutte de classes et ses idées communistes. Bien au contraire, il est nécessaire

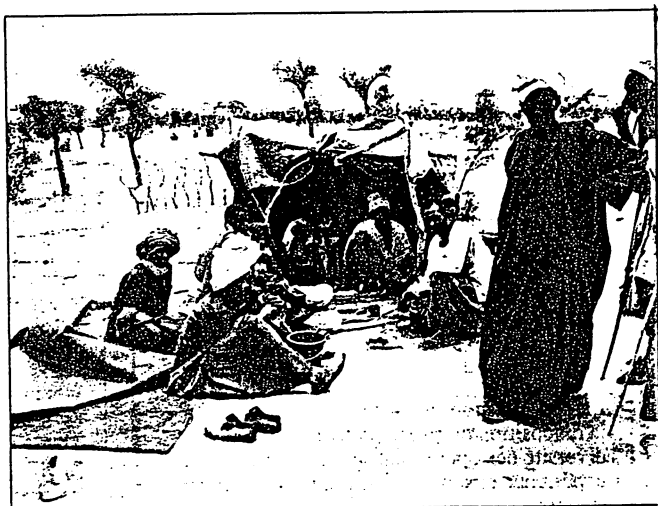
de montrer et d'expliquer à tous les exploités, et principalement aux ouvriers, que l'avenir de la société est plus que jamais dans le communisme. C'est le capitalisme qu'il faut abattre, car, c'est lui le responsable du sous-développement, de la misère et de la dictature que subissent les pauvres.

## MAURITANIE :

### LA DICTATURE D'OULD TAYA CONDAMNE LES REFUGIES MAURITANIENS A RESTER EN EXIL

Il y a quelques mois, les gouvernements sénégalais et mauritanien se sont réconciliés et ont décidé d'ouvrir les frontières entre les deux pays, fermées à la suite des événements de 1989. D'abord, ils ont commencé par ouvrir une voie à partir de Saint-Louis. Et maintenant, c'est, théoriquement, tout le long du fleuve que la circulation doit se faire librement.

Mais cet accord ne résoud aucun problème pour les réfugiés mauritaniens installés au Sénégal et au Mali. A part quelques hommes d'affaires, anciens collaborateurs des différents régimes qui se sont succédé en Mauritanie, tels que Abdoulaziz Ba et autres, rentrés avec la bénédiction du dictateur assassin Ould Taya, la plupart des réfugiés sont considérés comme des indésirables parce que le gouvernement de Nouakchott pense que tous ceux qui ont été expulsés de la Mauritanie n'étaient que des Sénégalais, même s'ils possédaient la nationalité mauritanienne. Par contre, ceux qui étaient partis d'eux-mêmes, par peur d'être massacrés, pourraient revenir.



De ce fait, la grande majorité de réfugiés n'ose pas retourner parce qu'elle n'a pas confiance en l'accord signé par Diouf et Taya. Ces réfugiés ont certainement raison de ne pas avoir confiance aux paroles de ce sinistre dirigeant, car, non seulement il n'y a aucune garantie quant à leur sécurité s'ils retournent, mais en plus, il n'est même pas question qu'ils puissent retrouver leur terre et leurs biens abandonnés.

Car, d'une part, en Mauritanie,



les terres des réfugiés ont été expropriées, leur bétail confisqué, leurs villages occupés par les Bédani ou les "haratines" (esclaves) et, d'autre part, ceux qui retournent risquent de faire l'objet de persécutions chez eux. Par

conséquent, la plupart des réfugiés considèrent ledit accord comme un piège tendu notamment par Ould Taya. Aussi, malgré leurs conditions difficiles et intenable, préfèrent-ils rester au Sénégal ou au Mali.

## **COTE D'IVOIRE**

### **CHU YOPOUGON : LA DETERMINATION DES GREVISTES A PAYE**

Le 25 janvier dernier, les employés du CHU de Yopougon ont déclenché une grève de 48 heures pour revendiquer la gratuité des soins médicaux et surtout le paiement des primes que la direction leur avait promises depuis environ deux ans. Ils refusent également la réduction de 50% de leur assurance.

Déjà lors de la semaine précédant cette grève, les employés ont tenu à donner un avertissement en observant une grève "à la japonaise" de 48 heures, c'est-à-dire en travaillant avec des brassards qui indiquaient qu'ils étaient en grève. Mais la direction n'a pas pris cela au sérieux. Elle n'a rien dit de concret au sujet du bénéfice de 54 millions de francs qui devaient être partagés avec les employés sous forme de prime.

C'est ainsi que la direction, par son attitude méprisante, a poussé les employés à se mettre en grève. Mais au bout de deux jours de grève, elle est devenue brusquement

moins arrogante. Elle a même supplié les grévistes en ces termes: "Pardonnez-moi, reprenez le travail". Le "comité de crise", qui dirigeait la grève, est venu au secours de celle-ci en préconisant la reprise, car, selon lui, les négociations étaient sur le point d'aboutir.

Mais les grévistes, qui ne faisaient confiance ni à la direction ni au comité de crise traité de "vendu", ont poursuivi leur action. Au troisième jour de la grève, la direction a fini par céder. Elle s'est engagée par écrit (comme l'ont exigé les grévistes) à payer les primes avant le 15 février prochain.

La direction a compris le langage des grévistes et il lui sera très difficile de ne pas tenir cette fois sa promesse. Les employés du CHU de Yopougon ont ainsi obtenu en deux jours de grève ce qu'ils attendaient en vain depuis près de deux ans. La dignité en plus.

## T C H A D

### LA CONFERENCE NATIONALE SOUS L'OMBRE DE L'ARMEE

La conférence nationale, dont la tenue avait été plusieurs fois reportée par le dictateur Déby, a commencé ses travaux en janvier dernier à Ndjaména, au Palais du Peuple. La plupart des 29 partis politiques et certaines associations, tous triés sur le volet par le gouvernement, participent aux discussions.

A l'extérieur, à part les représentants des associations telles que les colonies tchadiennes du Congo, du Nigéria, de la Libye, de l'Arabie Saoudite, du Sénégal et de la France, aucune organisation politique tchadienne n'est invitée. Selon les autorités, les demandes de reconnaissance de ces partis ou associations ne seraient pas conformes à l'ordonnance numéro 15 qui réglemente le vie politique et associative.

Ce n'est là qu'un prétexte. Car, en réalité, les deux commissions chargées de statuer sur les demandes sont dominées par les représentants du Mouvement Patriotique pour le Salut, parti unique du dictateur Déby. Ces derniers ont systématiquement écarté les opposants dont les déclarations à cette conférence pourraient nuire à la bande d'assassins au pouvoir à Ndjaména.

Si les intellectuels petits bourgeois écartés de la conférence râlent ou se mettent à genoux pour que, à la dernière minute, Déby les autorise à participer aux travaux, les chefs de de guerre laissés-pour-compte, eux, menacent.

Dans une interview à Ndjaména-Hebdo, un journal local, Abbas Kotty, chef de guerre du Conseil National de Redressement, détenu avec ses partisans à Maroua au

Cameroun depuis une "tentative de coup d'Etat" au Tchad, a déclaré : "Une conférence nationale souveraine sans la participation des



oppositions armées serait nulle et non avenue". Pour cet ancien collaborateur de Déby, la "solution ne peut être que militaire". Quant à Mahamat Fadil, ancien directeur de la sûreté nationale sous le régime du tortionnaire Habré, actuellement chef des Forces de Libération Nationale, mouvement pro-Habré, il a qualifié la conférence nationale de "réconciliation par la cheminée", c'est-à-dire sans aucune valeur.

Si c'est de l'extérieur que ces deux chefs de guerre menacent, le dictateur Déby le fait de l'intérieur. D'abord il avait instauré, l'une après l'autre, les deux commissions pour le tri des organisations politiques ou associations qui participeraient à la conférence: ensuite il s'est imposé aux conférenciers en restant chef de l'Etat et chef de la conférence. Qui a les armes a le pouvoir ! N'en déplaise à ceux qui se font des illusions sur la

conférence nationale qu'ils voulaient "souveraine" et croyaient que cette conférence allait démettre Déby de toutes ses prérogatives comme ce fut, au Congo, le cas de Sassou Nguesso ! Ils se sont trompés : d'entrée de jeu, Déby a mis un terme à leur espérance.

Bien sûr sous la pression de son maître Mitterrand qu'il avait rencontré à Paris juste quelques jours avant la tenue de la conférence nationale, il a mis de l'eau dans son vin en acceptant, à son retour, de renouer le dialogue rompu avec l'Union des Syndicats du

Tchad, de l'autoriser à siéger à cette conférence.

Mais compte tenu de ce qui s'est passé dans les autres pays d'Afrique où la conférence nationale a eu lieu, les travailleurs, les petites gens, les pauvres ne peuvent compter sur cette instance pour que change leur sort. Ce genre de réunion entre dictateurs et candidats à la mangeoire gouvernementale ne pourra rien régler pour eux. L'amélioration de leurs conditions de vie ne dépend que d'eux et de leurs luttes.

## MADAGASCAR

### DES ELECTIONS SOUS HAUTE SURVEILLANCE DE L'ARMEE

Le deuxième tour des élections présidentielles aura lieu le 10 février. Les deux candidats qui restent en lice sont Albert Zafy (45% des voix au premier tour) et Ratsiraka, l'Amiral-président sortant (25%).



D'un point de vue purement arithmétique, Albert Zafy, bénéficiant du désistement de la majorité des candidats au premier tour, serait mieux placé que

Ratsiraka. Mais en supposant même que le résultat des urnes soit défavorable à ce dernier (ce qui n'est pas encore prouvé), l'armée qui lui est restée fidèle jusqu'à présent peut intervenir en sa faveur.

Les événements qui ont secoué la grande île durant l'année dernière, les manifestations gigantesques dans la capitale encadrées par les différents prétendants à la succession, temporairement coalisés au sein d'un comité baptisé "Forces vives", n'ont pas réussi à déboulonner Ratsiraka du pouvoir. Certes, celui-ci et ses proches ont finalement accepté de composer provisoirement avec un gouvernement dit de transition bénéficiant de la reconnaissance d'une "haute autorité de l'Etat" elle-même émanant des "Forces vives".

Par cette manoeuvre, les responsables du pouvoir et ceux qui rêvent d'y accéder ont réussi à endiguer la vague de mécontentement avant de la désamorcer temporairement.

Jusqu'à présent cette "Haute Autorité" n'a pas tellement d'autorité sur l'armée. Par exemple, celle de Mahajanga, région de Tsiranana, le premier président défunt, ainsi que celle d'autres provinces "côtières" semblent préférer le président sortant.

La situation de l'île est de plus en plus catastrophique. En accédant à la gestion officielle d'un pouvoir bis, depuis plusieurs mois, les forces de l'opposition n'ont réussi qu'à prouver leur impuissance.

Usure précoce ? En tout cas le dictateur Ratsiraka n'hésite pas à leur faire porter le chapeau de l'échec au cours de sa campagne électorale. Et les résultats électoraux sous haute surveillance des forces de l'ordre n'exprimeront

que ce ces gens tolèreront qu'elles expriment. Les dirigeants de l'opposition peuvent accéder au pouvoir --ce qui reste à vérifier-- par une quelconque légitimité issue des urnes mais rien ne dit que l'armée et la police accepteront durablement d'autres choix que les leurs.

A cet égard, les exemples du Zaïre et du Togo confirment bien que même bombardés de l'étiquette de "démocrates", "Forces vives", "Haute autorité de l'Etat", les notables oppositionnels de fraîche date, pour la plupart anciens serviteurs déchus par les dictateurs actuels, ne peuvent avoir aucune perspective valable à offrir aux populations laborieuses. Ces populations sont doublement victimes de l'économie capitaliste en crise et des dictatures locales qui en sont l'émanation.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**